

Bulletin d'histoire politique

Une heureuse défaite

Charles Halary



Volume 4, numéro 3, printemps 1996

Bilan du référendum de 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Halary, C. (1996). Une heureuse défaite. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 29–33.
<https://doi.org/10.7202/1063546ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

UNE HEUREUSE DÉFAITE

Charles Halary

*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

Le 30 octobre 1995, la population électorale du Québec (5 millions sur presque 7) a été légitimement invitée à s'exprimer sur une question de formulation complexe qui portait sur la souveraineté du Québec. Avec un taux de participation record (93,5 %) et à une très faible majorité (50,6 %) de 50 000 voix, l'option souverainiste a été défaite. Elle a toutefois reçu une majorité des votes des francophones du Québec (60 %), mais a été largement rejetée par les non-francophones (95 %). Cette défaite peut être considérée comme heureuse, car elle évite de mettre en route une procédure aléatoire d'accession à la souveraineté avec une faible marge victorieuse. Le projet souverainiste est sauf, l'ordre social demeure et la voie des négociations s'est élargie. À posteriori, voici comment on peut analyser l'événement dans ses éléments fondamentaux.

La revendication souverainiste a acquis une réelle crédibilité internationale

Le résultat de ce référendum a placé le Québec au centre de l'actualité politique mondiale pendant une semaine. La diplomatie internationale, qui préfère généralement le *statu quo*, a cependant mis à son ordre du jour la possible accession du Québec au statut d'État souverain d'ici deux ans. Deux arguments enrachinent cette crédibilité issue du référendum du 30 octobre: a) Le comportement serein de toutes les parties en présence a grandement augmenté la crédibilité des mœurs démocratiques au Canada et au Québec au sein de la communauté internationale. b) Successeur de Jacques Parizeau, le nouveau premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, ancien ambassadeur du Canada à Paris, dispose des éléments essentiels de compréhension des attitudes qui permettent d'engager le dialogue avec les grands États souverains qui facilitent ou non l'accès au statut d'État souverain.

L'attitude du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux anglophones sera décisive en 1996 pour l'avenir de la Confédération canadienne

Ces gouvernements, empêtrés dans les procédures constitutionnelles canadiennes, ont été à l'origine de l'échec des Accords du lac Meech qui auraient permis la réinsertion constitutionnelle du Québec. Ils n'ont cru possible la victoire souverainiste le 30 octobre 1995 que trois semaines avant le scrutin. Maintenant, ils n'envisagent plus possible la tenue d'un nouveau référendum ni la formulation d'une proposition de réforme constitutionnelle spécifique au Québec. L'économie semble leur unique forme intellectuelle de traitement de la question nationale du Québec. L'abandon conséquent du projet cohérent de Pierre Trudeau par les forces fédéralistes leur a retiré le soutien des milieux intellectuels créateurs de projets politiques. L'hypothèse la plus probable de comportement des forces fédéralistes est le «wait and see» défensif.

Le gouvernement de Jacques Parizeau est responsable de la défaite référendaire

Le style de la campagne souverainiste menée par le premier ministre Jacques Parizeau est directement responsable de la défaite référendaire de son option. L'accent mis sur le vote ethnique des Québécois «pure laine» a homogénéisé dans le refus de la souveraineté les non-francophones de la région de Montréal et encouragé la fidélité à une fédération canadienne par ailleurs considérée comme insatisfaisante chez les francophones soucieux de maintenir des ensembles politiques plus universalistes. Le projet souverainiste a été présenté comme le résultat d'une histoire misérabiliste illustrant le triomphe de la province sur Montréal. Le gouvernement du Parti québécois n'a pas été en mesure de mettre en œuvre une action pédagogique qui viserait à faire converger des réformes précises en un projet clair et bien défini. Les électeurs ont bien senti que la décision de déclencher un référendum relevait plus des vellétés d'un chef de parti soucieux de passer à la postérité que d'une stratégie politique sérieusement mesurée. Les partisans de la souveraineté qui bénéficiaient d'avantages politiques exceptionnels (gouvernement provincial, opposition officielle au Parlement fédéral et des mandats législatifs qui étaient encore dans leur première moitié d'exercice) n'ont pas visé un large soutien (55-60 %), mais une victoire à l'arraché (50 % + 1).

Hésitations, improvisations et dérapages ont marqué la stratégie souverainiste

De manière contradictoire, cet objectif a été marqué par des hésitations persistantes: date du référendum, hésitation et formulation de la question. Les dirigeants du Parti québécois se sont appuyés sur des sondages utilisés de manière purement technocratique. En effet, les sondages reflètent la compréhension du message lancé par les organisations politiques. Si les sondages ne sont pas clairs, c'est que les messages politiques proposés ne le sont pas non plus. Au lieu de faire voter la population du Québec sur une option précise, les stratèges du Parti québécois ont choisi la voie de la manipulation des esprits. Or, entre 1980 et 1995, il apparaît que plus la question est claire, plus la réponse est favorable au projet souverainiste, même si les sondages préélectoraux semblent démentir cette réalité factuelle des urnes. Ce style de campagne électorale autoritaire a provoqué un grave dérapage dans le maintien de rapports démocratiques entre le gouvernement et les milieux universitaires lors de l'affaire Le Hir qui a porté atteinte à la crédibilité des parties contractantes.

Les forces fédéralistes ont mené une campagne désastreuse

La victoire fédéraliste a été obtenue par défaut. Cela témoigne surtout de la force de l'adhésion de la population québécoise à l'égard du fédéralisme canadien. Cette adhésion populaire conservatrice ne se retrouve pas dans les milieux intellectuels francophones qui se sont très majoritairement exprimés pour la souveraineté. Le fédéralisme canadien n'a plus d'expression intellectuelle au Québec avec l'abandon des thèses de Pierre Trudeau. De ce fait, il n'a plus vraiment d'expression politique clairement organisée depuis l'effondrement de l'audience du Parti Libéral du Canada au sein de la population francophone du Québec. La conséquence de cette absence d'audience est la croyance répandue au sein des milieux d'affaires que le strict discours économique remplace l'argumentation politique traditionnelle. Or l'intervention politique virulente des grands patrons en faveur du fédéralisme a suscité en contrecoup l'adoption du discours opposé dans les milieux syndicaux qui ont ainsi cru retrouver une argumentation de lutte de classes. L'organisation de la venue de dizaines de milliers de Canadiens anglophones à Montréal a probablement été la dernière initiative malheureuse dans cette campagne référendaire.

Le discours nationaliste exclusif ne porte rien de positif

Le référendum n'a pas marqué l'opposition de deux nationalismes exclusifs qui auraient engendré une dynamique négative. Au contraire, dans ce référendum, du point strict de la sociologie politique, il n'y avait en présence que des options fédéralistes divergentes. Celle du Parti libéral du Canada qui fonde son fédéralisme de manière conservatrice sur des entités territoriales provinciales. Celle du Parti québécois qui envisage une association fédéraliste avec deux entités populaires nationales. L'évolution historique récente est favorable à l'interprétation du Parti québécois et conditionne ainsi les propositions futures du gouvernement fédéral actuel. Cela veut dire que le discours nationaliste radical ne peut résulter que de la marginalité sociale. Il engendre de plus des effets négatifs pour toutes les parties en présence. Chaque camp devrait ainsi faire le ménage des reliques du passé. Certains articles antiquébécois qui confinent à la xénophobie publiés dans la presse anglophone ne doivent pas servir d'excuse pour recourir aux anathèmes qui servent de commun dénominateur à Jean-Marie Le Pen et aux émules du chanoine Groulx. Ceux qui veulent apporter un changement doivent être encore plus sensibles à cette volonté de se démarquer d'un discours extrême ce qui leur permettra d'autant plus de se concentrer sur la continuité dans l'action. Pour engager ce processus, comme l'avait souhaité René Lévesque, le Parti québécois devrait changer de nom et s'appeler le Parti souverainiste.

Chercher le point d'équilibre est le souhait commun

Le vote par le Parlement canadien de la reconnaissance du Québec comme société distincte est plus important qu'il n'y paraît sur le plan du droit international. Ce vote sans précédent, acte législatif de portée constitutionnelle, ouvre la voie au fédéralisme binational. La tradition politique canadienne est de rechercher le bien commun. À partir du moment où les classes politiques anglophone du Canada et francophone du Québec entrevoient les moyens de sauvegarder les grandes institutions qui leur sont mutuellement avantageuses sur le plan mondial (défense, diplomatie, monnaie), le dialogue deviendra constructif et chacun y trouvera un avantage accru. La classe politique anglophone doit s'éduquer à l'idée que son homologue francophone est devenu en trente ans un acteur sur la scène mondiale. Pour sa part, la classe politique francophone doit admettre que son homologue anglophone est son allié et non pas son adversaire irrémédiable devant leur grand voisin que sont les États-Unis. Face aux États-Unis, ces deux entités politiques ne peuvent négocier un quelconque avantage qu'unies.

L'argument qui consiste à dire que le Québec seul pourra mieux tirer son épingle du jeu face aux États-Unis est une vue de l'esprit qui repose sur un volontarisme inconséquent. Les États-Unis eux-mêmes ne souhaitent pas acquérir des avantages matériels supplémentaires au détriment de l'équilibre politique continental. Les intérêts bien exprimés de multiples fois par les véritables Américains, qui déterminent l'avenir du continent, sont que le Canada reflète constitutionnellement sa dualité politique. Cela est également le point de vue de la France et des principaux pays de l'Union européenne qui s'intéressent au Canada.

Se préparer à la mondialisation

L'intelligence des réseaux d'alliance qui a caractérisé la persistance du fait français en Amérique du Nord depuis trois siècles ne se prête pas à la transposition des modèles centralisateurs européens dont le bilan, après deux tentatives de suicide collectif, est globalement négatif. Il n'y a pas de normalité ou d'anormalité dans la vie des peuples à moins de considérer que Big Brother gouvernera le monde ou qu'un théoricien est le plus génial de tous et sert de guide à la pensée politique comme la Bible au prêtre missionnaire. Avec la mondialisation en cours, il ne s'agit plus seulement de traiter du monde du point de vue de l'économie de biens marchands, mais de proposer des alliances culturelles pour dessiner les contours des structures de communication en cours de développement. Dans ce domaine, le Québec maîtrise l'essentiel, le système éducatif. Il doit également occuper le champ de la formation et celui des communications qui déterminent les nouvelles technologies de transmission culturelle. Cependant, maîtriser ne signifie pas obligatoirement bien gouverner. La soif de pouvoir qui marque les revendications souverainistes ne peut cacher le vide des contenus. Or changer pour changer c'est se mettre à la merci des puissances mondiales qui restructurent la planète. La naïveté en politique est mortelle. On doit s'en débarrasser avant d'exercer un quelconque pouvoir. C'est en cela que le référendum du 30 octobre est heureux. Il oblige les acteurs politiques à ce geste salutaire et à acquérir ainsi ce que souhaite tout dirigeant sérieux: le sens de l'État.